

NOTICE EXPLICATIVE

Le fichier de recensement des éléments d'imposition à la fiscalité directe locale (R.E.I.) est un fichier communal. Il contient les données relatives aux rôles généraux et aux rôles manuels primitifs des impôts directs locaux ainsi qu'aux nouveaux impôts économiques auto-liquidés (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises et taxe sur les surfaces commerciales).

Sa diffusion est réalisée dans le cadre de l'arrêté du 5 août 2010 (NOR BCRE 1021185).

Ce fichier est disponible soit dans sa version « complète », soit dans sa « version simplifiée ». En 2011, ce fichier a consolidé des informations pour 36 681 communes.

La diffusion des données fiscales est soumise à l'application des règles du secret fiscal. Afin d'éviter toute possibilité de reconstitution de données individuelles à partir des données agrégées et ainsi de garantir un complet anonymat de ces données, il est fait application de règles dites de secret statistique qui découlent de l'obligation de secret professionnel visée à l'article L.103 du LPF.

Ces règles reprises dans le BOI 13 I_09_02 (p. 5 et 6), avalisées par la CNIL dans un avis du 27 mai 1997, concernent le nombre d'unités agrégées d'une part et le poids de chaque unité dans le montant agrégé d'autre part.

Elles conduisent à occulter les informations relatives à un nombre réduit d'articles d'imposition (seuil de 3 unités, sauf en matière de fiscalité des personnes pour laquelle le seuil est porté à 11 unités) ou concernant une imposition « dominante » représentant plus de 85% du montant agrégé.

Un tracé complet du fichier peut être communiqué par le bureau GF-3C sur demande (bureau.gf3c@dgif.finances.gouv.fr).

► Le fichier R.E.I. « complet » reprend l'ensemble des données de fiscalité directe locale issues des émissions des rôles généraux, par taxe et par collectivité (commune, syndicats et assimilés, intercommunalité, département, région).

Ces données collectées par la DGFIP présentent pour les impôts directs locaux et les taxes annexes ou assimilées (taxe enlèvement ordures ménagères, taxe spéciale d'équipement, taxes versées au profit d'organismes divers tels que les chambres consulaires, ...) les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- bases (brutes et/ou nettes) ;
- taux votés ;
- produits des émissions ;
- frais d'assiette, de dégrèvement et de non valeurs ;
- dégrèvements sur rôles par nature en montant et nombre ;
- nombre d'avis d'imposition ;
- allocations compensatrices ;
- bases exonérées ;
- droits fixes ;
- éléments d'assiette, notamment :
 - informations sur les valeurs locatives des locaux et leur affectation (TH) ;
 - informations sur les abattements en matière de TH ;
 - personnes à charges à la TH ;
 - type d'établissements (CFE).
- informations sur la nature des groupements.

Lorsqu'une commune est subdivisée en plusieurs séries-rôles, les données présentées sont agrégées. Les taux restitués sont alors les taux moyens constatés.

Les nouveautés du REI pour la campagne de fiscalité directe locale 2011 :

Consécutivement à la réforme TP, de nouveaux produits financent les collectivités.

Les informations suivantes ont été intégrées au REI : répartition de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), reversement de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), prélèvement ou reversement de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (FNGIR), taxe annexe au foncier non bâti, taxe spéciale d'équipement à destination du Grand Paris.

La taxe annexe à la CVAE, à destination des Chambres Régionales de Commerce et d'Industrie, ne présente que des montants régionaux. Ainsi ce montant régional a été reporté sur chaque commune d'une même région.

Les composantes de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER), sont désormais toutes adossées au rôle de CFE. En raison du faible nombre d'opérateurs sur le territoire, l'application du secret statistique sur chaque composante conduit à anonymiser la quasi-totalité des informations.

Ce qui disparaît :

Les compensations fiscales en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties et en taxe d'habitation au profit des départements sont transformées en dotation et intégrées à la dotation globale de fonctionnement.

En 2010, l'abattement d'un tiers sur la valeur locative des immobilisations des usines nucléaires pour la taxe sur les propriétés bâties, a été supprimé. Le produit correspondant a été versé au budget général de l'État en 2010 puis, à partir de 2011 est collecté au profit du fonds départemental de péréquation de taxe professionnelle (FDPTP).

► Le fichier R.E.I. « simplifié » reprend les données essentielles du fichier R.E.I. « complet » hormis les bases exonérées, les allocations compensatrices et les informations sur les droits fixes.